

Le caractère de la réforme relative à l'autonomie locale en cours au Japon

HASEGAWA Ken

日本における 1999 年地方自治改革の特徴

長谷川 憲

- (I) Introduction
- (II) La progression historique de la réforme relative à l'autonomie locale en question
 - (A) Le principe de la priorité des municipalités
 - (B) L'idée de la répartition des fonctions
 - (C) De la troisième Commission de délibération de la réforme administrative jusqu'à maintenant
- (III) Le caractère de la réforme relative à l'autonomie locale en question
 - (A) L'abolition de l'administration déléguée
 - (a) L'administration autonome
 - (b) L'administration juridiquement reçue
 - (B) La relation entre le gouvernement et les collectivités locales
 - (a) Le rôle des collectivités locales
 - (b) Le rôle du gouvernement
 - (C) La relation entre la préfecture et les municipalités
 - (D) L'intervention du gouvernement
 - (E) La Commission de règlement des litiges entre le gouvernement et la collectivité locale
- (IV) Conclusion

(I) Introduction

“La loi relative à l'amendement des lois liées à la promotion de la décentralisation” a été adoptée à la session du Parlement N° 145, et l'entrée en vigueur au 1^{er} avril a été prévue à

l'exclusion d'une partie. En effet, son but est de réaliser "le projet de promotion de la décentralisation" posé par la 4^{ème} recommandation. Elle comporte, dans tous les cas, le réexamen comme le partage des fonctions entre le gouvernement et les collectivités locales, les nouvelles relations entre les préfectures et les municipalités, la redéfinition d'administration de collectivités locales à traiter, la détermination des règles relatives à l'intervention du gouvernement auprès des collectivités locales, etc. Pour permettre la réalisation de cette loi, la modification de 475 lois relatives aux affaires de 23 ministères est prévue.

Le but de la réforme en question était, ainsi que j'explique ci-après, d'établir un système d'auto-décision et d'auto-responsabilité des collectivités locales, et de faire fonctionner la décentralisation. C'est pour cela que les relations entre le gouvernement et les collectivités locales, et celles entre les préfectures et les municipalités, ont été réexaminées, et de nouvelles attributions ont été décidées. En outre, a été adopté le principe des droits nouveaux en vue de la réalisation d'administration impartiale et peu opaque comme l'Etat de droit, le respect des procédures légales, le droit de pouvoir s'expliquer sur la responsabilité, etc.

Il semble que pour cette réforme, la possibilité d'être une grande réforme dépend en premier lieu de l'application rationnelle et efficace du système d'attributions nouvellement décidé, en second lieu, de "la complexion de dépendance de l'Etat", c'est à dire la complexion de dépendance des collectivités locales comme la demande d'avis préalable du Ministère de l'Autonomie, afin de ne pas décider tout seul concernant tous les problèmes, qui est une solution de facilité, ainsi que "le précédentsisme" étant un modèle d'immobilisme qui est le problème de collectivités locales eux-mêmes.

(II) La progression historique de la réforme relative à l'autonomie locale en question

(A) Le principe de la priorité des municipalités

Il se peut que la réforme en question puisse être l'exécution de la position de la recommandation faite par SHARP (1949) et GODO (1950) comme le principe clarification de la responsabilité administrative comme le principe de la priorité des municipalités par laquelle l'administration qui est traitée au niveau des municipalités n'est pas une compétence gouvernementale ou préfectorale.

En outre, suivant la recommandation de la Commission GODO, l'administration dans la zone des collectivités locales est considérée comme l'administration des collectivités locales en question, et l'administration du gouvernement a été citée et limitée comme l'administration que les collectivités locales ne pouvaient pas traiter. Cet exemple est fondé sur le principe d'attribution

administrative du modèle de séparation du pouvoir et du celui de la décentralisation en vue de clarifier les responsabilités et d'éviter une situation de double attribution administrative entre le gouvernement et les collectivités locales.

Ces recommandations sont considérées comme le point du départ des débats pour la promotion de la décentralisation après la Seconde Guerre mondiale. L'idée fondamentale relative au partage des compétences administratives a été adoptée lors des 9ème (1963) et 10ème (1965) Commissions d'enquête d'institution locale, et les propositions relatives au partage des compétences administratives ont été présentées. En ce qui concerne le partage des compétences administratives entre le gouvernement et les collectivités locales, le principe de respect de localité, celui de généralité, et celui de l'économie, ont été présentés comme le principe du partage des compétences administratives, dans le rapport de l'année 1964 à la première Commission d'enquête provisoire d'administration.

(B) L'idée de la répartition des fonctions

Cependant, la relation entre les deux parties ne fonctionne pas vers la clarification des responsabilités, pour concrétiser le principe de la priorité de la municipalité, mais elle se dirigea vers une sous-traitance des collectivités locales à travers l'agrandissement des attributions du gouvernement (et des organes d'administration centrale) dans le cadre d'une politique de la haute croissance économique et d'un Etat-providence. Le gouvernement et les collectivités locales n'exécutent pas le traitement administratif dans un partage de compétence distinct, mais selon l'idée de "la répartition des fonctions", c'est-à-dire que les deux parties traitent selon la répartition des fonctions à l'égard d'objectif commun. Dans le contexte ci-dessus, l'administration déléguée a augmenté*.

*Tableau 1 "Les nombres de l'administration déléguée" (voir p.11)

Lorsque l'économie japonaise entre dans une étape de croissance modeste après la haute croissance, le système de la décentralisation est de nouveau souligné sur la question de "la répartition des fonctions" du pouvoir centralisé ci-dessus dans le but de redresser la concentration seulement sur le pôle de Tokyo. Des années 1980, la Commission d'enquête sur le système local, la deuxième Commission d'enquête provisoire sur l'administration, et la première et deuxième Commission de délibération de la réforme administrative, ont établi les rapports similaires relatifs à la relation entre le gouvernement et les collectivités locales. Notamment, "le Rapport relatif à la relation entre le gouvernement et les collectivités locales" présenté par la deuxième Commission de délibération sur la réforme administrative a proposé l'avis général sur le problème en question. Selon les rapports ci-dessus, ont été projetés l'arrangement et l'unification d'administration déléguée et la cession des compétences administratives.

(C) De la troisième Commission de délibération de la réforme administrative jusqu'à maintenant

La Commission de promotion de la réforme administrative provisoire (la troisième Commission de délibération de la réforme administrative) inaugurée en octobre 1990 a présenté au Cabinet HOSOKAWA un rapport définitif relatif à la promotion de la décentralisation le 27 octobre 1993 en considération des délibérations déjà abouties. Le rapport définitif a sévèrement présenté la souplesse de réglementation et la décentralisation sous l'aspect de "pour l'entreprise privé à la place de l'entreprise publique" et "pour la localité à la place du gouvernement". En outre, en juin 1993 "la décision relative à la promotion de décentralisation" a été adoptée à l'unanimité pour la première fois dans le régime constitutionnel. Celui-ci a également créé le courant de promotion de décentralisation.

(Ⅲ) Le caractère de la réforme relative à l'autonomie locale en question

(A) L'abolition de l'administration déléguée

L'abolition d'administration déléguée qui est le système qui fait exécuter le mandat confié par l'administration du gouvernement à travers les gouverneurs et maires, etc., qui sont au nom d'organe du gouvernement, les organes d'exécution des collectivités locales originaires indépendantes et autonomes, est l'une des présentes réformes importantes en ce qui concerne l'institution de l'autonomie des collectivités locales. L'administration déléguée atteignait 562 articles, nombre cité seulement au tableau en annexe de la Loi relative à l'autonomie locale. En outre, lors de la première recommandation de la Commission de promotion de la décentralisation, il y avait une remarque sur cette administration qui occupait de 70-80% de l'administration des préfectures et 30-40% de l'administration des municipalités. Cette institution est critiquée parce que non seulement elle détériore quantitativement le service des collectivités locales, mais aussi le sens de la décentralisation devient nul en raison de la situation des collectivités locales comme organes de sous-traitance du gouvernement.

(a) L'administration autonome

L'administration déléguée est redévisée comme (1) l'administration qui est définie comme celle des collectivités locales, (2) l'administration directement exécutée par le gouvernement, et (3) l'administration à abolir. Il convient de citer comme administration appartenant aux affaires des collectivités locales (1) ; la décision d'urbanisme, l'autorisation de créer un organisme ayant pour objectif d'améliorer le terrain, l'autorisation d'exploitation d'un restaurant, l'autorisation d'ouverture

des hôpitaux et pharmacies, l'administration des élections nationales, l'administration de délivrance du passeport, les statistiques demandées par le gouvernement, la gestion des routes nationales, etc. Il en est de même de (2), la gestion du parc national, l'administration du remplacement de signature et de mise du sceau pour des affaires d'investigation sur le terrain lors d'exécution de la loi relative à la mesure spéciale de terrain de garnison, l'administration ayant été désignée comme la compétence de fonctionnaire de l'administration locale, l'administration pour l'autorisation, l'examen, l'instruction de l'amélioration des services à l'égard de la caisse de crédit mutuel et de la coopérative, etc. Il en est de même de (3), l'administration à abolir, l'administration d'examiner l'autorisation du timbre de pension nationale, l'administration de transfert d'une copie de fiche originale d'immatriculation des étrangers. On ne peut pas savoir à présent comment l'administration déléguée issu de chaque loi était exactement répartie, mais les 562 articles désignés à l'annexe 3 et 4 à la Loi relative à l'autonomie locale ont été répartis, comme sur les 398 articles relatifs à l'administration autonome, les 275 articles relatifs à l'administration juridiquement reçue, les 20 articles relatifs à l'administration directement exécutée par le gouvernement, et les 11 articles relatifs à l'administration à abolir (le nombre total des articles ne correspond pas à ceux-ci en raison des articles répartis à 2 catégorie d'administration.).

(b) L'administration juridiquement reçue

Avec l'abolition d'administration déléguée, le transfert vers une administration totalement autonomie était espéré à l'exclusion de l'administration directement exécutée par le gouvernement, mais cela est resté seulement environ 60%, et 40% de l'administration a été réorganisée dans le nouveau type d'administration juridiquement reçue.

L'administration juridiquement reçue est normalement exécutée par le gouvernement. En outre, l'administration juridiquement reçue est une administration dont l'exécution est confiée au niveau des collectivités locales suivant un mandat issu de la loi ou du décret. Il paraît que le problème existe sous l'optique de la réalisation du partage des responsabilités entre le gouvernement et les collectivités locales parce que l'administration déléguée est transformée, et elle survit en transformant sa forme comme système remis aux collectivités locales à partir du système du mandat à l'égard de l'organe des collectivités locales tel qu'il existait jusqu'à présent. Cependant, avec l'abolition de l'administration déléguée, les chefs des collectivités locales ne se placent plus sous la surveillance globale et illimitée du gouvernement en tant qu'organe inférieur de l'Etat. En outre, puisqu'environ 60% des administrations étaient définies comme celles des collectivités locales, il est important sous cette optique de maintenir sous l'aspect des attributions, l'autonomie de collectivités locales.

(B) La relation entre le gouvernement et les collectivités locales

(a) Le rôle des collectivités locales

Il convient de dire que la réforme en question présente une orientation souhaitable des attributions à partager entre le gouvernement et les collectivités locales. Selon article 1 alinéa 2, ^{**} “les collectivités locales programment principalement l’amélioration du bien-être des habitants, et elles assument grandement l’exécution indépendante et générale l’administration locale”, et il a prévu que “l’administration est une administration de proximité, dans la mesure du possible” et est “principalement de la compétence des collectivités locales” étant le service proche des habitants, et celui attaché à la localité. A la lecture de ces dispositions sans arrière pensée, il semble qu’elle s’approche de la position ayant déjà été soutenue, selon laquelle “l’administration indispensable à la vie des habitants est reconnue comme domaine d’administration propre aux collectivités locales”.

^{**}L’article révisé de la Loi relative à l’autonomie locale (Loi N°87-1999)

(b) Le rôle du gouvernement

Il a été reconfirmé que le sujet de l’administration générale et fondamentale locale était les collectivités locales selon la Loi relative à l’autonomie locale. ^{**} En revanche, les rôles du gouvernement concernent les quatre points suivants, (1) l’administration liée à l’existence de l’Etat dans la communauté internationale, (2) l’administration liée aux activités de la nation et dont il est souhaitable qu’elles seront déterminées de façon unifiée et nationale, (3) l’administration liée au système normatif et fondamental relatif à l’autonomie locale qui doit être déterminée d’une façon unifiée et nationale, (4) l’exécution de la politique et des affaires devant être réalisée à l’échelle nationale ou sous un angle national.

(C) La relation entre la préfecture et les municipalités

En ce qui concerne la dernière réforme, le rôle et le rapport entre la préfecture et les municipalités sont déterminés ainsi. A l’exclusion de l’administration définie comme relevant des préfectures, les municipalités traitent généralement l’administration déterminée par la loi ou le décret issu de cette dernière dans l’administration locale et autres en tant que les collectivités locales fondamentales. En revanche, les préfectures traitent (1) l’administration du domaine étendu, (2) la coordination et la communication sur les municipalités, et (3) celle qui par l’étendue et la nature n’a pas été reconnue de la compétence des municipalités ordinaires. Par conséquent, les préfectures exécutent l’administration concernant les municipalités, et l’administration ne dépassant pas la zone de la municipalité est en principe considérée comme celle de la municipalité en question. L’administration correspondant à (2) est, (a) la coordination et la communication entre les municipalités, (b) la coordination et la communication entre le gouvernement et les municipalités,

(c) en cas de la capacité et d'envergures insuffisantes lors de l'exécution de l'administration par les municipalités, l'administration exécutée exceptionnellement par les préfectures en vue de contourner une administration inefficace. Il est donc possible de contourner le problème de superposition en prenant en considération le principe de priorité des municipalités. Ainsi, les préfectures et les municipalités ont vu préciser la répartition des rôles tels que l'organisation locale fondamentale et celle du domaine étendu, et l'établissement d'un nouveau rapport de coopération à égalité et de façon impartiale.

(D) L'intervention du gouvernement

L'administration déléguée jusqu'à présent prévoyait des dispositions relatives au pouvoir de direction et de surveillance du ministre responsable et du gouverneur (article 150 de l'ancienne loi), ^{***} au pouvoir d'annulation et de suspension par le gouverneur (article 151 de l'ancienne loi), et à la procédure d'exécution et d'instruction de l'administration (article 151-2 de l'ancienne loi). Outre l'administration déléguée, ont été prévues des dispositions sur l'intervention : C'est-à-dire, celle du conseil et de la recommandation au point de vue technique (article 245 alinéa 1 de l'ancienne loi), de la demande de présentation des documentations (article 245 alinéa 3 de l'ancienne loi), de la demande de prise de mesures par le Premier ministre, etc. Les collectivités locales ont été largement contraintes sur ces dispositions par le gouvernement (ou par la préfecture). Etant donné que le domaine et le contenu de l'intervention n'étaient pas clairs mais aussi que le critère de règle n'avait pas été prévu. C'est la raison pour laquelle cela a entraîné une intervention peu précise et excessive. De plus, l'exécution de l'intervention sur le domaine étendu à travers les circulaires, sur ce fondement peu précis a produit une des causes importantes de la perte d'indépendance et d'autonomie des collectivités locales.

^{***}L'ancienne Loi relative à l'autonomie locale (valable jusqu'au 31 mars 2000)

Avec la dernière réforme, l'interventionnisme a été revu, et ce qui n'était pas utile a été aboli et réduit et classifié. C'est ainsi que la clarification et l'arrangement d'instruction et de la procédure ont été mis en exécution. 8 types ont été prévus par l'organe administratif de l'Etat et du département ⁽²⁾ (1) le conseil et la recommandation à l'égard des collectivités locales, (2) la demande de présentation des documentations, (3) la demande de modification, (4) le consentement, (5) la permission, l'autorisation et la reconnaissance, (6) l'instruction, (7) l'exécution de suppléance, et (8) la délibération avec les collectivités locales. En vue d'exécuter le but administratif fixé, à l'exclusion de la rubrique ci-dessus, l'acte concret et individuel à l'égard de l'organisation publique locale ordinaire, a été globalement prévu (l'article 245 numéro 3). ^{**} C'est la raison pour laquelle se présente la nécessité de la loi et du décret issu de cette dernière (l'article 245-2). ^{**} C'est-à-dire "interventionnisme juridique". En ce qui concerne l'intervention, la demande

de préciser désormais le type et le domaine sera faite, et il faudra exécuter dans la limite du domaine nécessaire, minimum, lors de l'intervention dans le sens de la présente réforme.

(E) La Commission de règlement des litiges entre le gouvernement et la collectivité locale

Avec la dernière réforme, a été aboli le pouvoir global de direction et de surveillance de la part du gouvernement à l'égard des collectivités locales. Il paraît que les principes suivants doivent être respectés en cas d'intervention étatique. C'est (1) le principe de l'Etat de droit (l'article 245-2),^{**} (2) le principe du droit général (de l'article 245-3 jusqu'à 8),^{**} (3) le principe de transparence des procédures (de 245-3 jusqu'à 250-6).^{**} En cas d'intervention, (1) il faut se fonder sur la loi ou le décret issu de cette dernière. De plus, (2) l'intervention doit être stipulée en respect du principe fondamental. C'est-à-dire que l'intervention doit être au minimum nécessaire pour atteindre le but, et elle doit respecter l'autonomie et l'indépendance des collectivités locales (de l'article 245-3 alinéa 1 jusqu'à 6).^{**} En outre, (3) le règlement et la procédure générale sont déterminés lors d'intervention.

Avec l'abolition d'administration déléguée, il convient de dire que le rapport entre le gouvernement et les collectivités locales a été modifié vers une naturelle égalité et impartialité à partir du principe unilatéral de la position supérieure du gouvernement pour permettre l'exécution de l'ordre d'exécution et la suppléance (l'article 151-2 de l'ancienne loi,^{***} l'article 15 alinéa 2 de la loi relative à l'organigramme de l'administration de l'Etat). Conformément à la réforme, a été instituée un nouvel organe de règlement des litiges entre le gouvernement et la collectivité locale. C'est "la Commission de règlement des litiges entre le gouvernement et la collectivité locale" placée sous la direction du Ministère de Premier ministre conformément à la loi relative à l'organigramme de l'administration de l'Etat. Cette Commission examine l'intervention du gouvernement sous une position équitable et neutre, et elle se dote du pouvoir de recommander la prise de mesure de correction nécessaire en cas d'intervention étatique illicite (l'article 250-14).^{**} Cette recommandation est différente de "l'arbitrage" qui entraîne une contrainte juridique, mais elle vise à maintenir l'exécution en précisant la prise de mesure nécessaire de la part d'organe administratif de l'Etat conformément à la recommandation (l'article 250-18).^{**}

Il semble que la possibilité de pratiquer avec efficacité cette dernière réforme dépend des décisions à venir de la Commission.

(IV) Conclusion

Comment peut-on transformer la situation de décentralisation par la présente réforme ? Et, qu'est

ce qui est nécessaire pour activer la décentralisation? Ce qui est nécessaire plus que la réforme du système est la nécessité de présence de la collectivité locale elle-même. C'est-à-dire que le nombre des collectivités locales japonaises est à présent de plus de 3000**** et commence à diminuer par la fusion de certaines d'entre elle depuis leur création. La collectivité locale nouvelle semble comporter une lacune dans la nécessité d'être cohérent comme collectivité locale. Il semble que cela puisse avoir pour conséquence le morcellement du gouvernement au lieu de faire des collectivités locales une organisation autonome, et empêcher la bonne administration.

**** 3233 (voir Tableau 2, p.12)

L'abolition de l'administration déléguée par la présente réforme a une importance particulière dans la récupération de l'autonomie des collectivités locales. Cependant, il faudrait être prudent pour ne pas abuser du système d'intervention parce que celui d'une nouvelle intervention étatique dans l'administration autonome est également en germe par l'addition de l'intervention étatique à l'égard de l'administration juridiquement reçue malgré le fait que la réglementation relative à l'intervention est déterminée juridiquement. Sous une autre optique, on pourrait dire que l'orientation de l'activités vers la répartition des administrations en posant l'idée d'une administration et d'un sujet à partir de la répartition administrative des fonctions partagées entre le gouvernement et les collectivités locales jusqu'à présent. On pourrait apprécier l'orientation de cette réforme sous l'optique de l'éclaircissement des responsabilités concernant l'exécution administrative. Cependant, sous une autre optique, on se demande si le sens du progrès de la décentralisation n'est pas seulement de rechercher le rapport d'équilibre du contrôle des pouvoirs dans le sens du principe de séparation des pouvoirs, mais aussi la diversité dans la décision de la volonté du sujet des pouvoirs pluriels est demandée. C'est-à-dire que la décision prise par les sujets des pouvoirs pluriels pourrait provoquer un problème de concurrence et d'incohérence dans la prise de décision. Mais, cela ne doit pas être considéré négativement, et le processus de vaincre de la concurrence et de l'incohérence entre les diverses décisions est à apprécier positivement. Cette idée est basée sur la mise en valeur du règlement du conflit d'intérêts et de l'incohérence dans le processus de décision au lieu d'efficacité.

On peut dire, avec la dernière réforme, que l'idée de la répartition des administrations de fonction partagée se déplace vers une idée de répartition de l'administration dont l'hypothèse est "l'idée d'une administration et d'un sujet". Sous l'optique de la clarification de la responsabilité de l'administration, l'évolution vers "l'idée d'une administration et d'un sujet" est appréciable, et elle est considérée comme rationnelle. Cependant, est considérée positivement sous une autre optique : le problème du pluralisme du jugement produit en raison de l'exécution de la même administration par des sujets différents, c'est-à-dire qu'il paraît nécessaire d'apprécier positivement la diversité créée par des localités composées d'éléments historiquement et culturellement différents.

Note

- (1) Ainsi que les rubriques abolies dans le, cas de l'intervention, il y a la reconnaissance du ministre d'éducation et de la Commission d'éducation départementale lors de la nomination du premier haut fonctionnaire de l'éducation (la loi relative à l'organisation et à la gestion de l'administration de l'éducation locale), la direction et la surveillance du ministre de la santé publique sur l'administration d'aide sociale du département et des municipalités (la loi relative à l'aide sociale), la direction et la surveillance du gouverneur sur l'administration d'aide de municipalité (la même loi). En outre, les rubriques ci-dessous ont été réduites. La reconnaissance de Premier ministre concernant la politique du projet fondamental d'utilisation du terrain (la loi relative au projet d'utilisation du terrain territorial) a été réduite à la délibération nécessaire au consentement. En outre, l'autorisation du Ministre d'autonomie et du gouverneur concernant l'émission d'obligations locales (la loi relative à la finance locale) a été réduite en principe à la délibération.
- (2) "L'organe administratif de l'Etat" est défini comme suit, (1) Ministère de Premier ministre, ministères, commissions, bureaux, c'est-à-dire l'organe désigné placé comme administration de l'Etat prévu par la loi relative à l'organigramme de l'administration de l'Etat (article 3 alinéa 2), (2) organe placé sous la compétence du Ministère de Premier ministre prévu par la disposition de la loi = Commission chargée des problèmes de la fonction publique prévue par la loi relative aux fonctionnaires de l'Etat (article 3), (3) les organes comme les commission d'enquête (l'article 8 de la loi relative à l'organigramme de l'administration de l'Etat), les organisation des laboratoires et des recherches (l'article 8-2 de la même loi), les organisations spéciales placé sous l'organisation de (1) (l'article 8-3 de la même loi). Par conséquent, le Parlement, les tribuneaux, le Ministère de Premier ministre, la Cour des compte, et les sociétés spéciales, ne sont pas inclus dans "l'organe administratif de l'Etat" énumérés ci-dessus.

(Département d'éducation générale, Professeur adjoint, HASEGAWA Ken, Droit constitutionnel)

Tableau 1

(Les nombres de l'administration déléguée par l'annexe 3 et 4 de l'ancienne Loi relative à l'autonomie locale)^{***}
[Etabli et cité par "ChikujoKaisetu-Chihoubunkensuishinhou" (Gyousei,1998) p.68]

	1952	1953 Révision	1954 Révision	1956 Révision	1958 Révision	1961 Révision	1962 Révision	1963 Révision
Annexe 3 (Département)	160	192	187	229	246	276	283	290
Annexe 4 (Commune)	96	102	96	103	110	120	125	129
Total	256	294	283	332	356	396	408	419

	1969 Révision	1974 Révision	1983 Loi N°83	1986 Loi N°109	1991 Révision	1992 Révision	1994 Révision	1994 Loi N°97
Annexe 3 (Département)	331	365	354	348	356	362	383	380
Annexe 4 (Commune)	146	157	154	149	178	184	183	182
Total	477	522	508	497	534	546	566	562

第二章 地方分権の推進に関する基本方針

(参考2) 地方自治法別表に掲げる機関委任事務の項目数の推移

	別表第三 都道府県	別表第四 (市町村)	合 計
昭和二十七年 別表創設時	一六〇	九六	二五六
昭和二十八年 自治法改正後	一九二	一〇二	二九四
昭和二十九年 自治法改正後	一八七	九六	二八三
昭和三十一年 自治法改正後	二二九	一〇三	三三二
昭和三十三年 自治法改正後	二四六	一一〇	三五六
昭和三十六年 自治法改正後	二七六	一二〇	三九六
昭和三十七年 自治法改正後	二八三	一二五	四〇八
昭和三十八年 自治法改正後	二九〇	一二九	四一九
	別表第三 都道府県	別表第四 (市町村)	合 計
昭和四十四年 自治法改正後	三三一	一四六	四七七
昭和四十九年 自治法改正後	三六五	一五七	五二二
昭和五十八年 一括法後	三五四	一五四	五〇八
昭和六一年 一括法後	三四八	一四九	四九七
平成三年 自治法改正後	三五六	一七八	五三四
平成四年 自治法改正後	三六一	一八四	五四六
平成六年 自治法改正後	三八三	一八三	五六六
平成六年 一括法改正後	三八〇	一八二	五六二

(注) 1 昭和五十八年の「一括法」は「行政事務の簡素合理化及び整理に関する法律（昭和五十八年法律第八三号）」

2 昭和六一年の「一括法」は「地方公共団体の執行機関が国の機関として行う事務の整理及び合理化に関する法律（昭和六一年法律第一〇九号）」

3 平成六年の「一括法」は「許可、認可等の整理及び合理化に関する法律（平成六年法律第九七号）」

【逐条解説・地方分権推進法】（ぎょうせい、一九九八年）

Tableau 2

A) Le système des collectivités locales au Japon

- 1) Etat
- 2) Région (n'existe pas)
- 3) Département (To, Do, Fu, Ken)
- 4) Commune (Shi*,Cho**,Son) *plus de 50,000 h.. **plus de 10,000 h..

B) Le nombre de collectivités locales (le 31 mars 1998)

[département] : 47*** [commune] : 3233****
 Gouverneur (élu directement) Maire (élu directement)
 Conseillers généraux (élu directement) Conseillers municipaux (élu directement)

47 départements : **671 villes : *1995 bourgs et 567 villages = 3233

Localité (***) : (*, **, *****) *** nombre de département, *nombre de ville,
 nombre de bourg, ***nombre de village

Hokaido (1) : (34, 154, 24)

Tohoku (6) : Aomori (8, 34, 25), Iwate (13, 30, 16), Akita (9, 50, 10), Yamagata (13,27,4)
 Fukushima (10, 52, 28)

Kanto (7) : Ibaragi (20, 48, 17), Tochigi (12, 35, 2), Gunma (11, 32, 27), Saitama (43,38,11),
 Chiba (31, 44, 5), Tokyo (50, 5, 8, y compris 23 arrondissement), Kanagawa (19, 17, 1)

Hokuriku (4) : Niigata (20, 57, 35), Toyama (9, 18, 8), Ishikawa (8, 27, 6), Fukui (7, 22, 6)

Chubu (5) : Yamanashi (7, 37, 20), Nagano (17, 36, 67), Gifu (14, 55, 30), Shizuoka (21,49,4),
 Aichi (31, 47, 10)

Kinki (7) : Mie (13, 47, 9), Shiga (7, 42, 1), Kyoto (12, 31, 1), Osaka (33, 10, 1), Hyogo (21,70, 0),
 Nara (10, 20, 17), Wakayama (7, 36, 7)

Chugoku (5) : Totori (4, 31, 4), Shimane (8, 41, 10), Okayama (10, 56, 12), Hiroshima (13,67, 6),
 Yamaguchi (14, 37, 5)

Shikoku (42) : Tokushima (4, 38, 8), Kagawa (5, 38, 0), Ehime (12, 44, 14), Kochi (9, 25, 19)

KyuShu (7) : Fukuoka (24, 65, 8), Saga (7, 37, 5), Nagasaki (8, 70, 1), Kumamoto (11, 62, 21),
 Oita (11, 36, 11), Miyazaki (9, 28, 7), Kagoshima (14, 73, 9)

Okinawa (1) : (10, 16, 27)

C) Compétence de la cour d'appel : Hokaïdo, Tohoku, Kanto=Ko=Shin=Etu,Tokai=Hokuriku, Kansai, Chugoku, Shikoku, Kyushu=Okinawa.